

CHAPITRE III.

LE POUVOIR ET L'AUTORITÉ.

I.

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons surtout en vue de réunir les éléments nécessaires à la solution de cette question si actuelle et si importante : quelles sont aujourd'hui la nature, les fonctions et les relations du pouvoir et de l'autorité ?

Une confusion déplorable s'introduit à ce sujet dans le plus grand nombre des esprits. Parce que le pouvoir est toujours une conséquence de l'autorité, on se laisse aller à penser que l'autorité pourrait à son tour devenir une conséquence du pouvoir. Bien plus, en s'imaginant que ces deux termes peuvent se reproduire indifféremment l'un l'autre, on arrive bientôt à penser qu'ils sont identiques, et qu'il est inutile de les distinguer.

Une telle croyance est en politique sociale l'erreur la plus funeste. Elle peut avoir les plus désastreux résultats. Il est urgent de la détruire, et de ramener les hom-

mes à de plus justes notions de la nature des choses.

Quand l'autorité existe, le pouvoir lui vient tout naturellement, et sans qu'il soit nécessaire de s'en préoccuper.

Quand l'autorité n'existe pas, de quelque force que l'on tente d'entourer le pouvoir, il ne la remplacera jamais.

Un peuple sans pouvoir est possible ; un peuple sans autorité ne l'est pas.

Un peuple privé momentanément d'autorité se trouve dans le plus grand péril.

Un peuple sans autorité possible est un peuple perdu.

Une autorité est d'autant plus parfaite et plus durable qu'elle a besoin d'un moindre pouvoir.

La vérité de ces assertions résulte de la définition même du pouvoir et de l'autorité.

L'autorité est le principe supérieur qui unit et justifie l'ensemble de toutes les idées communes à une nation. C'est un axiome fondamental ou une hypothèse universellement consentie.

Le pouvoir est l'instrument au moyen duquel les conséquences de cet axiome s'appliquent à ceux qui ne veulent ni les accepter ni les comprendre.

Quand ces conséquences pratiques sont logiquement déduites de l'autorité, l'action du pouvoir est légitime et normale.

Quand ces conséquences sont au contraire fausses et illogiquement déduites des principes fondamentaux, l'action du pouvoir devient absurde et injuste.

Mais, en aucun cas, l'action du pouvoir ne saurait

ressusciter l'autorité, c'est-à-dire l'ensemble d'idées, de principes vrais ou faux qui la constitue, lorsque cet ensemble est détruit.

Cet ensemble se détruit de deux façons, par le scepticisme et par la contradiction.

II.

Le scepticisme est pour un peuple une maladie mortelle; il ne saurait en guérir. C'est l'amoindrissement graduel de la croyance à tous les principes; l'indifférence à toutes les vérités, ou plutôt cette idée qu'il n'y a point de vérité fondamentale, qu'il est inutile d'en chercher une, que dans la solution de chaque difficulté on doit uniquement se préoccuper des événements et des circonstances, et qu'il est inutile d'unir ces solutions diverses, de leur chercher une loi générale, de les faire découler d'une doctrine; car il n'y a ni solution unique, ni loi générale, ni doctrine. C'est l'athéisme appliqué; ou plutôt c'est une sorte de fétichisme douteur qui croit à toute chose sa raison d'être, et se résigne à ne pas connaître l'unique raison de toutes les choses.

Alors se brise et se dissout l'unité sociale qu'avait fondée d'abord la notion générale qui constituait l'autorité; les grandes institutions cessent d'être liées et d'avoir une action commune; bientôt, dans leur sein, le même désordre introduit la même division, et les fonctions se séparent à leur tour; enfin, la même cause ne cessant point d'agir, chaque homme ne règle plus ses efforts que par des appréciations personnelles et contingentes; nul ordre, nulle unité n'est plus conce-

vable; tout se précipite par la dissolution à l'anéantissement, et la société meurt.

La contradiction est plus violente, elle apparaît sous des formes plus désordonnées et plus brutales; mais elle est bien moins dangereuse. Nous entendons désigner ainsi la lutte qui s'établit dans le sein d'un peuple entre deux principes d'autorité inconciliables. C'est là certes un état pénible; mais enfin l'autorité nouvelle peut et doit avec le temps vaincre l'ancienne autorité. Ces deux sociétés animées d'un esprit si différent, d'une notion de la nature des choses si opposée, ne se ressembleront point; peut-être n'auront-elles rien de commun; mais enfin ce n'est point là l'anéantissement, c'est une transformation.

Ces transformations nécessaires ce sont les grandes révolutions de l'humanité. Il ne faut point se bercer de faiblesses et d'illusions par cela seul qu'elles sont des changements dans l'idée fondamentale de vérité; dans la notion même de perfection, ce sont des changements dans la notion de Dieu, des révolutions religieuses.

III.

Dans ces luttes entre deux autorités il se passe d'ordinaire un fait déplorable. Lorsque l'ancienne autorité sociale a définitivement été vaincue, et qu'il est désormais acquis que l'on ne saurait lui faire appel; quand enfin, dans la discussion des actes politiques ou des lois, il n'est plus permis de l'opposer comme un argument invincible, — ainsi qu'il arrive aujourd'hui de la révélation chrétienne, depuis qu'il n'y a plus de religion de l'État; — quand, dis-je, le mouvement en est à ce

point, au lieu d'accepter l'autorité nouvelle, les hommes de résistance, et quelquefois, malheureusement aussi, les hommes de progrès ignorants, arguent de vieilles autorités, perdues dans la nuit des temps, qui ne sauraient plus être d'aucun usage à l'humanité. Rien n'est plus douloureux pour les véritables amis du progrès qu'une telle tendance. Il est certain qu'elle ne peut être utile à personne, pas même aux hommes de réaction; car ces prétendues autorités n'ont aucune chance d'être acceptées; il serait tout à fait impossible de réaliser aucune des formes sociales ou des institutions qui en découlent naturellement; elles sont mortes et bien mortes. Mais ces fantômes évoqués jettent la frayeur et le trouble dans tous les esprits, et c'est quelque chose de désolant que d'être obligé de recommencer toujours les mêmes efforts, et de combattre ces légions de revenants qui pour palais à l'avenir viennent offrir leurs sépulcres.

C'est à ce point que nous sommes aujourd'hui. Depuis l'heure de la proclamation de la liberté de conscience et de la suppression d'une religion de l'État, on ne saurait considérer l'idée chrétienne comme l'autorité fondamentale de notre ordre social; il n'en est pas moins vrai que c'est par elle, et conformément à elle, que cet ordre fut produit; il n'est pas moins vrai que, sous peine de détruire la liberté de conscience, l'ordre social ne peut avoir aujourd'hui pour but avoué de maintenir les hommes dans le cercle de prescriptions dogmatiques supérieures à la conscience individuelle. Il est aussi certain que cet ordre suppose la foi et l'obéissance à la doctrine chrétienne chez ceux dont il règle les rapports, et

que cet ordre, fait pour un peuple chrétien et fervent, devient quelque chose d'essentiellement vicieux et détestable chez un peuple que la foi abandonne; de sorte que l'organisation se trouve privée du correctif sur lequel, en l'établissant, on avait légitimement compté.

Il suffira de citer un exemple.

Un des correctifs les plus nécessaires contre la tyrannie des pouvoirs dans l'ordre chrétien était l'appel des peuples contre ces pouvoirs près des gardiens de la doctrine, appel que sanctionnait l'excommunication en déliant tous les hommes du devoir d'obéissance aux lois et aux souverains injustes. Politiquement, l'excommunication était une formule par laquelle l'Église proclamait, en certain cas, que *l'insurrection était devenue le plus saint des devoirs*. C'était une puissante garantie. Que, par l'abus, l'Église l'ait compromise en faisant un instrument de puissance personnelle de ce qui devait rester un moyen de protection pour les opprimés, cela n'est point douteux. Toujours est-il que depuis la séparation des pouvoirs, l'ensemble harmonieux du catholicisme, qui n'est que le socialisme dont le christianisme est la philosophie, s'est profondément altéré. Dès lors, on put prévoir la dissolution et la décadence de cette grande chrétienté, noble empire qu'avait fondé la doctrine, lentement élaborée par tant de générations arden-tes guidées par tant d'hommes de savoir, de sagesse et de génie, puissants par l'amour et surtout puissants par la foi. La construction sociale catholique reçut le coup mortel par la proclamation de la liberté d'examen, et l'autorité sociale, qui lui avait servi de fondement,

fut anéantie par la proclamation de la liberté de conscience.

Je conçois qu'on accepte encore cette autorité, qu'on tente de rétablir cette organisation; mais quel que soit le parti auquel on appartienne, je ne comprends point qu'on recule au delà dans le passé pour recueillir les débris de ce vieux monde que le christianisme a détruit, sur les ruines duquel le catholicisme a élevé tout un monde nouveau.

Ne comprend-on point que ce sont là des efforts puérils, des exercices de collégiens en vacances, peu dignes d'hommes d'État et de législateurs? Le *De viris illustribus* est un bon petit livre, et M. Plutarque est excellent à lire; mais je doute que l'on puisse aujourd'hui remplacer avec eux l'Évangile et saint Paul. Aratus et Phocion furent de grands citoyens, n'aimeriez-vous pas mieux Origène, Augustin ou Jérôme? Le sénat romain n'est pas à dédaigner. Ah! certes, mon cœur bondit, mon âme se révolte et s'indigne, et tout mon sang tressaille quand je pense à Constance! Cependant j'aime mieux ces hommes, humbles esclaves d'une inflexible loi, qui condamnaient au bûcher Jérôme de Prague et Jean Huss, et pleuraient en les condamnant, que l'orgueilleuse assemblée qui tentait d'infliger des lois humaines à l'humanité.

Non, sachez-le bien, tout ce travail rétrospectif fait pitié. Après avoir aimé des lois divines, si l'humanité les abandonne, elle ne subira jamais les lois d'un homme ou d'un peuple; elle ne fera point au sang du Christ, au sang des martyrs qui l'ont affranchie, elle ne leur fera pas l'injure de reprendre des chaînes. Après

la volonté d'un homme, la raison d'État; après la raison d'État, la religion; après la religion, la liberté: voilà toute la philosophie de l'histoire. Les rois de l'Égypte et de l'Orient, les peuples de la Grèce et de Rome, les croyants du Christ et de Mahomet, l'humanité: voilà la dynastie des souverains du monde.

IV.

Ne croyez pas que la révolution ait pour enfant la démocratie d'Athènes, pour appui les lois du peuple romain. Que me parlez-vous du suffrage de tous s'imposant à ma conscience, et de la souveraineté du peuple, n'ayant que son intérêt pour guide? *Salus populi suprema lex esto!* Êtes-vous fous? oubliez-vous que les peuples ont depuis dix-huit siècles appris une plus noble doctrine? Oubliez-vous qu'ils ont tout sacrifié, leurs intérêts, leur bonheur et leur sang, pour une plus idéale vérité? Oubliez-vous les croisades? Oubliez-vous cet amour de la justice et de la perfection qui fut, à travers tant de douleurs et tant de ténèbres, leur guide et leur flambeau?

Non, mais vous êtes sans croyance et sans foi; vous êtes aveugles et vous ne croyez pas à la lumière. Où vont les peuples? que vous importe? D'où viennent-ils? que font-ils? que vous importe encore? Y avez-vous seulement jamais songé? Qu'est-ce que l'histoire? qu'est-ce que la science? qu'est-ce que la religion? qu'en savez-vous? Que dis-je! que voulez-vous en savoir? Vous trouvez malséant qu'il vous en soit parlé! cela n'importe point aux lois. Et vous-mêmes, si vous ne savez rien des nations; que savez-vous de vous-mêmes? que

pensez-vous? qu'espérez-vous? Hélas! vous n'en savez rien, et cependant c'est ainsi qu'on gouverne les peuples. Au hasard : le hasard est si grand! triste! triste!

Ah! disent quelques-uns, nous savons qu'il en est ainsi, et nous le déplorons. Ce sont à peine des abris d'un jour que nous bâtissons dans la nuit, et demain il faudra les détruire; mais nous ne pouvons mieux faire, il n'est pas temps encore. — Il est toujours temps de ne point proclamer de fausses doctrines. — Non! il faut attendre avant de passer sur la rive nouvelle : il faut attendre encore.

Attendre! qu'attendez-vous? que l'idée s'apaise, que l'espoir s'éteigne, que le progrès s'arrête. Oh! la charmante et la naïve idée! Paysans assis sur les bords du Danube, vous attendez que le fleuve ait passé.

V.

Il faut faire un choix, et le temps presse : ou le catholicisme, et alors pas de demi-mesures, pas de liberté de conscience, pas de liberté d'examen, pas de séparation des pouvoirs; ou la liberté entière, absolue, devenue l'autorité. Il n'y a pas de moyens termes, croyez-le bien. Tout électisme ne sera que ruine, secousse, confusion. Maintenant, examinons.

De ces deux autorités : le dogme et la foi, la conscience et la liberté, laquelle fait aujourd'hui véritablement autorité? car, entre elles, je vous dis de choisir. Mais en pareille matière le choix n'est pas possible : on croit, où l'on ne croit pas; mais croire ne dépend pas de la volonté. Or, il est nécessaire qu'une autorité soit crue; elle ne saurait autrement remplir en aucune

façon sa mission progressive. Eh bien! c'est pour cela même que l'on se plaît à obscurcir toutes les questions. On sait que du moment où le dilemme serait posé, la conclusion ne saurait être douteuse. On s'efforce par tous les moyens d'empêcher qu'il ne se pose : voilà ce qui est misérable, ce qui est indigne d'hommes sérieux et de bons citoyens. Or, entre temps le scepticisme arrive, et le désordre et la corruption l'accompagnent.

L'autorité nouvelle étant repoussée, l'autorité ancienne étant inacceptable et même impraticable aujourd'hui, la nation se trouve momentanément comme dépourvue de sens par suite de ce manque d'autorité. Le signe d'un tel état est dans une incessante réclamation de pouvoir. On s'imagine qu'il manque de la force aux agents de l'autorité et qu'il n'est nécessaire que de leur en donner. On ne s'aperçoit pas que le pouvoir n'est qu'un outil, et que si fort et acéré qu'il soit, il ne vaut que par la main qui l'emploie; cette main c'est l'autorité. Le jour où vous aurez six cent mille hommes et pas d'autorité, c'est-à-dire pas d'idée commune qui les unissent, cinquante hommes unis qui se jetteront au milieu d'eux, les auront renversés en un jour. C'est l'histoire de la tour de Babel : que voulez-vous que fassent des hommes qui n'ont pas une idée commune? Que dis-je? cinquante hommes; il n'y aura besoin de personne, ils se disperseront d'eux-mêmes.

Cela est si vrai qu'une grande autorité n'a pas même besoin de pouvoir, que je ne sache pas que l'on ait jamais songé à imposer aux hommes cet usage de considérer deux fois quatre comme faisant huit : pourquoi? parce qu'il est tellement adéquat à la conscience et à la

raison, qu'il s'impose de lui-même et que personne n'a jamais songé à se révolter de l'obligation de penser et d'agir à ce sujet comme tout le monde.

A mesure que l'autorité augmente, le pouvoir, devenant inutile, diminue. A mesure que le besoin de pouvoir augmente, c'est que l'autorité diminue. Mais il est digne de remarque que cela ne sert à rien; parce que le pouvoir, pour agir, a besoin d'unité, c'est-à-dire d'autorité, et que si elle se rencontrait dans l'ensemble de ses agents elle serait en même temps dans la société.

Faire du pouvoir c'est badigeonner une maison qui menace ruine.

La grande question c'est de rechercher l'autorité. Tel est le but d'une constitution : elle ne devrait absolument renfermer que l'ensemble des idées qui sont universellement acceptées. Rien de plus, rien de moins. En ce temps, elle ne peut renfermer qu'une déclaration des droits individuels garantissant la liberté et limitant les attributions des pouvoirs. Elle ne peut que se développer de jour en jour par l'extension de ces droits, la limitation plus étroite de ces pouvoirs. On peut ainsi créer une autorité réelle et la conséquence de cette autorité sera un pouvoir à la fois moins dispendieux et plus véritablement fort.

VI.

Quant aux prétendus principes de la souveraineté des majorités, de la majesté du peuple, du salut du peuple, etc., et celui-ci, qu'on peut y ajouter, que les constitutions doivent être conformes au génie des peuples et aux conditions géographiques de leur territoire;

quant à toutes ces idées antédiluviennes, ce ne sont, quels que soient les hommes qui les professent, que ces hommes se disent bleus, rouges ou blancs, que de belles et bonnes tentatives de réaction et de recul tellement exagérées, qu'elles sont impossibles à mettre sérieusement en pratique, mais très-pernicieuses par le temps qu'elles font perdre, et l'abrutissement dans lequel elles plongent les esprits.

Je ne leur connais qu'une qualité. Comme on les fait accepter par les esprits paresseux, par ce motif qu'elles ont été réalisées dans l'humanité, elles servent à battre en brèche les institutions existantes, et comme elles sont incapables de se maintenir longtemps, elles disparaissent peu à peu d'elles-mêmes en laissant la place libre pour les idées d'avenir. Mais cet avantage ne compense pas leurs inconvénients. Presque toutes les violences et toutes les haines ont été dues depuis soixante ans à l'emploi de ces fâcheux moyens d'attaque et de défense.

Telles ont été les idées de Montesquieu, notamment l'aphorisme que je viens de citer sur la légitimité de l'influence des races, des climats, des lieux, etc., sur les bases constitutives des sociétés, et la théorie de la balance des pouvoirs; idées, bonnes à tout détruire, inhabiles à rien édifier, idées qui servent maintenant à la réaction après avoir été les instruments de la révolution; idées mortes! vieilles momies exhumées de la nécropole des nations, nouvellement vêtues, déguisées et fardées! cadavres de Mézence, poison et supplice des peuples qui les ont embrassées!

Ces théories sont tout simplement un mélange de grec